



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21789
18 septembre 1990

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 18 SEPTEMBRE 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA MAURITANIE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une note verbale que vous adresse
S. E. M. Hasni Ould Didi, Ministre des affaires étrangères et de la coopération, en
réponse à la note No SCPC/7/90(1), en date du 8 août 1990, relative à l'adoption
par le Conseil de sécurité de sa résolution 661 (1990).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre
comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mohamedou OULD MOHAMED MAHMOUD

ANNEXE

Note verbale datée du 18 septembre 1990, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de la Mauritanie

Le Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la République islamique de Mauritanie présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur d'accuser réception de ses notes SCPC/7/1990(1) et 7/1990/1-2 relatives à la question intitulée "Situation entre l'Iraq et le Koweït".

Le Ministre réaffirme l'attachement de la République islamique de Mauritanie à la Charte des Nations Unies et sa volonté de respecter les obligations qui découlent pour elle de sa qualité de Membre des Nations Unies. Par conséquent, le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie a pris les dispositions nécessaires à l'application de la résolution 661 (1990).

Le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie a pris acte du fait que les fournitures à usage médical et les produits alimentaires pour des raisons humanitaires sont exclus du champ d'application de l'embargo.

Le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie fera connaître ultérieurement les difficultés économiques et financières qui résultent pour son peuple de l'application de la résolution 661 (1990) conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies.
